

N^o. X V I I.

L'AMI DU PEUPLE

OU

LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE, LIBRE ET IMPARTIAL,
PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES.

*Et rédigé par M. MARAT, Auteur de l'OFFRANDE
A LA PATRIE, du MONITEUR, & du PLAN
DE CONSTITUTION, &c.*

Viram impendere vero.

VERSAILLES. ET PARIS.

Du Dimanche 27 Septembre 1789.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Du 25 Septembre 1789.

Séance du soir.

*Projet de décret du Comité des finances adopté.
Décret portant l'acceptation sans discussion du
plan du premier Ministre des finances.
Réflexions sur le travail allarmant de l'Assemblée
Nationale.*

ANNONCE de plusieurs dons patriotiques.
On reprit la discussion du projet de décret du
R

Comité des finances. Il a éprouvé beaucoup de contradicteurs; M. Pison du Galand en a lu un de sa façon, qui a été unanimement rejeté.

M. Auson a fait à son tour lecture d'un autre projet de décret; on l'a applaudi, & on a désiré qu'il retranchât quelques mots. Puis il a souffert plusieurs amendements dont un seul a été adopté. Il porte que les Curés & Vicaires congruistes ne seront pas compris dans les rôles des impositions des Privilégiés, jusqu'à ce que leur sort soit amélioré. On a été aux voix, & on a décidé que le projet seroit admis.

Du 26 Septembre 1789.

Séance du matin.

On l'a ouverte par la lecture de quelques adresses, qui a été suivie de celle du procès-verbal de la séance d'hier. Lorsqu'on en est venu à l'amendement du projet de décret d'imposition, un Curé a protesté contre cet arrêté. Ne nous imposez pas, s'est-il écrié, la honte d'être les seuls Privilégiés du Royaume; je demande que la portion congrue soit soumise à la taxe établie dans tout le Royaume.

Plusieurs Membres ont observé que l'Assemblée ne pouvoit pas revenir sur son décret; mais qu'on pouvoit en faire, dans le Procès-verbal, une motion honorable.

On a été aux voix pour savoir si la renonciation faite au privilège accordé par le décret d'hier, étoit acceptée; & on a décidé qu'elle étoit refusée.

On est ensuite venu au rapport du Comité des Finances, sur le plan proposé par M. Necker,

M. le Comte de Mirabeau a fait une motion tendante à ce que l'Assemblée décrât sur le champ, vu l'urgence des circonstances, l'imposition du quart du revenu des individus; motion qui a été accueillie par acclamation.

M. le Président a proposé qu'on rendît ce décret: l'Assemblée frappée de l'urgence des circonstances, a décrété un subside extraordinaire, & renvoyé pour le mode au pouvoir exécutif.

M. le Comte de Mirabeau s'étant récrié contre la sécheresse de cette rédaction, a proposé d'en faire une qui rempliroit mieux les vues de l'Assemblée: la proposition a été acceptée.

Un des Membres des Communes a proposé que l'argenterie des Eglises fût portée dans les monnoies, pour y être fondue; cette motion n'a pas été décrétée.

Ensuite, M. le Comte de Mirabeau a fait lecture de la rédaction de son projet de décret chargé, mais sa rédaction a été rejetée.

Alors de nouveaux débats se sont élevés, on a été long-temps sans pouvoir s'entendre. Enfin on a décrété que, vu l'urgence des circonstances, & oui le rapport du Comité des Finances, l'Assemblée Nationale accepte, de confiance & sans discussion, le plan de M. le premier Ministre des Finances.

Observations importantes sur la formation d'une nouvelle Assemblée Nationale.

Voilà donc tous les articles du désastreux projet de constitution, formé par les ennemis de la police, & rédigé par M. Mounier, qui vont passer successivement sans en excepter celui qui attribue au Monarque, le droit terrible & honteux, de vendre ses sujets comme des moutons. D'après

cela, convaincu que l'Assemblée Nationale (1), ne peut plus rien faire de bien pour la Nation, dont elle a lâchement abandonné les intérêts & sacrifié les droits, (à moins que revenant elle-même sur ses pas, elle ne réforme ses décrets funestes); je crois qu'elle ne sçauroit être assez tôt dissoute. Ce qui peut arriver de plus heureux à la France est donc d'en former immédiatement une nouvelle, qui consacrerait enfin les droits du Peuple, & qui mette le Prince à sa place.

C'est ici vraiment qu'il faut se donner le spectacle des vains efforts que font les Peuples pour établir leur liberté & assurer leur bonheur, lorsqu'ils confient leur autorité à des hommes bornés ou corrompus.

Nous venons d'en faire la cruelle expérience : quelle leçon pour nous ! quels motifs de ne faire tomber notre choix que sur des hommes éclairés & vertueux, de repousser tout homme pensionné par le Prince, tout homme qui possède quelque place dépendante du Gouvernement, tout homme qui tient aux Parlements, tout homme qui n'a pas une réputation intacte : de faire prêter serment aux Députés de n'accepter du Roi, des Ministres ou de leurs créatures, ni emploi, ni présents, ni pensions, que dix ans après avoir cessé leurs fonctions de délégués ; de nous réserver le droit de les révoquer au premier mot, de nommer des suppléants pour les remplacer, & de leur tracer de point en point la marche qu'ils ont à suivre pour faire la constitution.

(1) J'entend la majorité subjuguée par la faction des Aristocrates.

Les droits des Peuples , & les devoirs de leurs mandataires sont connus ; la meilleure distribution des différens pouvoirs qui constituent la machine politique , & les précautions à prendre pour lui donner la meilleure marche possible , sont connues pareillement : il ne s'agit donc que de remettre aux Représentans de la Nation les textes des Lois qu'ils ont à faire sur chacun de ces points , & de leur prescrire l'ordre immuable de leur travail.

Et afin que la Nation ne soit pas exposée deux fois au malheur de remettre ses pouvoirs à des mains infidèles , il est du devoir des vrais amis de la Patrie , d'éclairer son choix , & de lui faire connoître parmi les Membres de l'Assemblée actuelle , ceux qu'elle doit honorer d'une seconde élection , & ceux qu'elle doit proscrire à jamais (1).

Pénétré de l'importance de ce devoir sacré , je m'attacherai également à rendre justice aux Membres qui ont bien mérité de la Nation par leur fidélité inviolable , & aux Membres qui se sont montrés indignes de sa confiance. Je nommerai tout haut ceux qui lui ont manqué de foi , je rappellerai les circonstances où ils ont abandonné ses intérêts ,

(1) Dans le choix des Membres qui doivent composer l'Assemblée Nationale , il est encore plus important de s'attacher aux vertus qu'aux talents. Non qu'il faille élire des hommes assez bornés pour *n'avoir aucune opinion sur les points fondamentaux de la constitution* , & se déclarer de la sorte ineptes à la chose publique. Mais un sens droit suffit dans la plupart de nos délégués. Il est extrêmement rare qu'un habile homme ne cherche pas à briller , & que cet amour propre si ridicule dans un homme d'Etat , ne perde les affaires : au lieu qu'un homme de bon jugement va toujours droit au but.

sacrifié ses droits ; je les peindrai par leurs œuvres ;
je les poursuivrai sans relache jusqu'à ce que l'opi-
nion publique les ait couvert d'opprobre , forcé de
s'éloigner du maniement des affaires publiques ,
& réduit à la honte de cacher leurs noms.

La suite au Numéro prochain.

ERRATA.

Je demande grace à mes Lecteurs : les occupations extrêmes dont je suis acablés, m'empêchent quelquefois de surveiller la presse; mais j'aurai soin de rétablir le texte par un Errata.

No. XIV, pag. 120, lig. 22, qu'à lisez A.
Lig. 23, seroit, lisez sera.

Pag. 121, lig. 2, seroit, lisez sera.

Pag. 124, lig. 24, sa liberté, lisez la liberté.

No. XV, lig. 3 & 4 du Sommaire, effacez dénonciation sur les Comités de l'Hôtel-de-Ville, que vous substituez à Discours au Peuple, Sommaire du Numéro XIV.

Pag. 129, lig. 28, Guy, lisez Gouy.

Pag. 130, dernière lig., lisez faire à l'homme en place autant de créatures des parasites qu'il admet à sa table.

133, lig. 17, la paix, lisez le repos.

N. XVI, première lig. du Sommaire, Discours, lisez discussion.

Pag. 136, lig. 17, a décide, lisez en a décidé.

138, lig. 22, effacez donc; lig. 28, même, lisez de même.

140, lig. 3, l'ignominie, lisez l'infamie.

141, effacez la dernière ligne.

On souscrit à Paris, & en Province chez tous les Libraires.

A Paris, chez *DUFOUR*, rue des Cordeliers, N^o. 6, à qui l'on adressera, franc de port, le prix de l'abonnement, la lettre d'avis, & toutes les lettres pour les Auteurs du *Publiciste Parisien* ;

Chez Bleuet, Libraire, rue Dauphine ;

Chez Petit, au Palais-Royal ;

Chez Pichard, Libraire, près le Pont-Royal ;

Chez Debray, Libraire, au Palais-Royal ;

Et chez Bailly, Libraire, rue Saint-Honoré, près la Barrière des Sergents.

Le prix de l'Abonnement pour ce Journal de 8 pages in-8^o. , & quelquefois plus, qui paroît tous les jours, est de 12 livres pour trois mois, franc de port par la poste, pour tout le Royaume.

Les six premiers numéros paroissent.

Hôtel de Ville de Paris. Comité de Police.

Permis à la Poste de faire circuler le Journal rédigé par M. Marat, intitulé : *le Publiciste Parisien*. Au Comité de Police, ce 8 Septembre 1789. Signés, BROUSSONET. LERASLE. LEROUX. MONDE.

De l'Imprimerie de L. JORRY, rue de la Huchette, 1789.